

Séance ordinaire du lundi 5 octobre 2020

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-vingt et le cinq octobre, les membres
du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont
assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Protection de la population et tranquillité publique

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Joëlle URBANI, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michel ASLANIAN ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Catherine RIBOT ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Agnès ROBIN ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absents :

Hind EMAD, Mustapha MAJDOUL, Agnès SAURAT.

Mesures de Travail d'Intérêt Général (TIG) ou de réparations pénales - Approbation

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire, rapporte :

L'ordonnance n°45-174 du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante fait primer l'éducatif sur le répressif dans une logique d'aide et d'assistance. Le texte consacre, par ailleurs, l'existence d'une justice pénale des mineurs disposant de procédures et d'outils appropriés. La mesure de « réparation pénale » fait partie de ce dispositif.

La loi n°83-466 du 10 juin 1983 crée le Travail d'Intérêt Général (TIG). Il est une alternative à l'incarcération conduisant à la réalisation d'un travail non-rémunéré au bénéfice de la société. Elle est prononcée par le juge des enfants et le juge d'application des peines pour des faits délictuels susceptibles d'être condamnés à une peine d'emprisonnement ou à un sursis. Elle peut toutefois également concerner des contraventions de cinquième classe (blessures involontaires, conduite sans permis, défaut d'assurance ou excès de vitesse supérieur à 50 kilomètres/heure).

La loi n°2007-297 du 05 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance renforce le rôle des acteurs locaux dans le traitement de cette problématique et place le Maire au cœur du dispositif. Cette orientation est réaffirmée dans le cadre de la loi de programmation et de réforme de la justice 2018 - 2022.

Aider les personnes majeures et les mineurs sous-main de justice à sortir du processus de délinquance en les accompagnant vers les dispositifs d'insertion et en limitant leurs perspectives de récidive est un véritable enjeu. La Ville de Montpellier a la volonté de rétablir et de renforcer le partenariat avec les services sociaux de justice tels le service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP), ceux de la Direction Départementale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse (DTPJJ) ainsi que du Tribunal Judiciaire de

Montpellier afin d'inscrire son action dans le prolongement de la politique pénale du Procureur de la République.

La Ville de Montpellier s'est engagée, dès 1984, pour l'accueil de TIG en partenariat avec le SPIP, réaffirmé en 2013. Il a été complété en 2014, par la signature d'une convention de partenariat avec la DDTPJJ renouvelée en 2018. Montpellier Méditerranée Métropole a, depuis, été agréée le 20 février 2019, par le Juge d'application des peines près le Tribunal Judiciaire de Montpellier, sur la liste des partenaires en vue d'accueils éventuels.

Depuis de nouveaux postes ont été identifiés tout en tenant compte des recommandations de l'Agence Nationale des TIG à savoir :

- Le besoin de développer une offre « féminine »,
- La nécessité de prendre en compte la diversité des publics potentiels,
- L'intérêt d'identifier des missions éventuellement ouvrables le soir, le week-end ou en période de vacances scolaires.

Organisé dans le cadre du partenariat au sein du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, guichet unique pour l'accueil des TIG, il convient dès lors de redynamiser et d'amplifier ce dispositif au sein de nos collectivités rassemblées en lien avec les services du Ministère de la justice.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'adopter la présente délibération de principe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 14 octobre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 octobre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201005-144425-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 15/10/20
Réception en Préfecture : 15/10/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.